

Afrique : la France humiliée

Jamais les tensions n'ont été aussi fortes entre l'Hexagone et les États africains. En cause, la forme, prétentieuse, et le fond, illisible, d'Emmanuel Macron.

Par [Marie de Greef-Madelin](#)

En 2024, la présence française en Afrique s'est réduite drastiquement. Ici, le départ des troupes du Tchad. Photo ©SP/Etat-Major des armées/France

En 2024, la présence française en Afrique s'est réduite drastiquement. Ici, le départ des troupes du Tchad. Photo ©SP/Etat-Major des armées/France

Le ton est à son image : arrogant. [Emmanuel Macron](#) convoque, le 6 janvier, à l'Élysée, les ambassadeurs français pour la traditionnelle conférence annuelle. « *Je crois qu'on a oublié de nous dire merci* », lance le président de la République, s'écartant de son discours après avoir évoqué le départ des forces militaires françaises du Burkina Faso, du Niger, du Mali et plus récemment du Sénégal et du Tchad. À l'intention de « tous les gouvernants africains qui n'ont pas eu le courage vis-à-vis de leurs opinions publiques de le porter », il insiste : « L'ingratitude, je suis bien placé pour le savoir, c'est une maladie non transmissible à l'homme. [...] aucun d'entre eux ne serait aujourd'hui avec un pays souverain si l'armée française ne s'était pas déployée dans cette région. »

Là se trouvent des mots qui fâchent. « *La France n'a ni la capacité ni la légitimité pour assurer à l'Afrique sa sécurité et sa souveraineté* », réagit le Premier ministre sénégalais, Ousmane Sonko, sur X, estimant que « *si les soldats africains, quelquefois mobilisés de force, maltraités et finalement trahis, ne s'étaient pas déployés lors la [Seconde] Guerre mondiale pour défendre la France, celle-ci serait, peut être aujourd'hui encore, allemande* ». Au [Burkina Faso](#), pour le chef de la junte, Ibrahim Traoré, Emmanuel Macron a « *insulté tous les Africains ; voilà comment ce monsieur voit l'Afrique, voit les Africains : nous ne sommes pas des humains à ses yeux* ». Ambiance.

Dans les milieux militaires, on s'étrangle, évidemment. « *Jamais je n'ai vu la France prise autant pour cible par les gouvernants africains, les influenceurs conjoints, mais aussi par la population africaine* », glisse un général, spécialiste de la gestion des crises internationales. « *Emmanuel Macron s'est pris à nouveau pour Jupiter. La réalité, c'est qu'il ne sait pas faire de politique étrangère ; depuis 2017, il a cassé toute la grandeur de la France*, s'emporte le général Christophe Gomart, ancien chef du renseignement militaire et ex-commandant des forces spéciales, élu député européen en 2024. *Les tensions avec l'Algérie illustrent l'absence de stratégie à long terme.* »

Succession de maladresses et d'erreurs d'analyse

Ancien gendarme de l'Afrique, la France s'est lancée dans une politique étrangère « *devenue illisible* ». Le 31 décembre, le président de Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara, annonce le départ de l'armée française de son pays (900 soldats). Officiellement dans un objectif de reconquête de souveraineté. Fin novembre, le Sénégal invoque le même principe et prévient du retour en France des forces tricolores (350 soldats). Au même moment, par surprise, le [Tchad](#) met fin à l'accord de coopération militaire avec la France, provoquant la rétrocession de la base de Faya, dans le nord du pays, dès le 26 décembre.

Pour en arriver là, la France a commis une succession d'erreurs d'analyse. « *Le conseiller Afrique d'Emmanuel Macron de 2017 à 2023, Franck Paris, qui fut son condisciple à l'Ena, ne connaissait pas grand-*

chose aux dossiers africains, avance Christophe Gomart. **À vouloir imposer nos démocraties dans des pays qui n'ont pas notre culture, la France s'est retrouvée sur le banc des accusés.** » Il cite l'exemple du Burkina Faso et du Mali avec le rejet spectaculaire de la présence militaire française, après les opérations Serval puis Barkhane, et plus récemment du Niger, dont le président Mohamed Bazoum, emprisonné depuis le coup d'État du chef de la garde présidentielle, en juillet 2023, a bénéficié du soutien de la France.

Des militaires gardent en mémoire des souvenirs précis qui illustrent **« l'incapacité d'Emmanuel Macron à comprendre psychologiquement les Africains »**. **« Le président évoque 58 militaires français morts au Sahel, mais est incapable d'empathie à l'égard des 50 000 tirailleurs sénégalais morts pour sauver la France pendant la Seconde Guerre mondiale »**, cite l'un d'eux.

Après le terrible accident d'hélicoptère qui a coûté la vie à 13 militaires français au Mali, en novembre 2019, Emmanuel Macron avait sommé les chefs d'État du Sahel de se réunir en séminaire à Pau avec lui. **« Le président mauritanien Ghazouani était furieux de l'humiliation »**, se souvient un autre militaire. En mai 2022, la junte du Mali décidait de se retirer du G5 Sahel, estimant être **« instrumentalisé »** par la France. En décembre 2023, les militaires au pouvoir au Burkina Faso et au Niger faisaient de même.

Et que dire de la décision incongrue d'envoyer en juin 2023 l'ambassadeur pour les droits des personnes LGBT, Jean-Marc Berthon, en visite de travail au Cameroun, où l'homosexualité est encore criminalisée ? Comme si la France voulait à tout prix imposer ses idées, son modèle de société.

Depuis 2021, le départ de grandes entreprises françaises s'accélère

Côté militaire, **« la vraie erreur en Côte d'Ivoire, au Niger... a été de remplacer les troupes permanentes et leurs familles par des militaires tournants, généralement nommés pour quatre mois »**, poursuit un haut gradé. Le pour et le contre ont été pesés. D'un côté, un risque d'évacuation des familles en cas d'insurrection. De l'autre, un ancrage au sein des populations locales, des enfants scolarisés dans les lycées français ou dans les universités partenaires, des accords noués avec les entreprises françaises et la facilitation du commerce. **« L'arrogance des diplomates français est aussi à dénoncer »**, lance un militaire. Au fil des ans, la France a perdu le contact avec les populations locales, tandis que les puissances étrangères, Russie et Chine, en tête, ont multiplié leurs installations.

Grand recul de la francophonie et, avec elle, diminution des intérêts économiques. En vingt-cinq ans, la part de la France dans le commerce africain est tombée de 10 à 5 %. Depuis 2021, le départ de grandes entreprises françaises (Bouygues, Orange, Colas, Total Energies, Société générale, Crédit agricole...) s'accélère. La loi Sapin 2 a introduit de nouvelles dispositions anticorruption, en plus des conventions internationales et réglementations imposées par les Nations unies et l'Organisation de coopération et de développement économiques. **« À force de vouloir laver plus blanc que blanc et de ressasser notre passé colonialiste, la France a découragé ses entreprises. Mais cessons de nous autoflageller et cherchons désormais à développer une image positive. Regardons de l'avant... »**, alerte Christophe Gomart.

Rare politique à minimiser le problème, Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires étrangères, appelle au calme des vieilles troupes. **« Ne soyons pas vexés à l'image d'une vieille actrice à qui on demande de quitter la scène. Le retrait de la France s'inscrit dans le sens de l'histoire »**, souffle-t-il, tout en affirmant que **« notre rôle n'est pas terminé »**. Et un général de conclure : **« C'est la voix politique de la France qui sort de la bouche d'Emmanuel Macron qui pose problème. Il n'y a aucun espoir de retrouver un peu de lustre tant que le président français est en poste. »** Et après ? **« Il y aura un retour de bâton lorsque les pays africains se rendront compte que la Chine, les États-Unis et la Russie convoitent l'Afrique pour piller leurs richesses »**, anticipe un haut militaire, pour qui il faut **« entretenir les conditions nécessaires d'une future réversibilité, en continuant à défendre nos intérêts humains, économiques, stratégiques »**. Très certainement, avec le retour du balancier qui interviendra **« plus ou moins rapidement »**.



Sans virus. www.avg.com